

Publications périodiques

Comptes annuels

(Succursale de Paris)
Dotation en capital : 30 000 000,00 €.
Siège social : 16, rue de la Paix, 75002 Paris.
632 036 752 R.C.S. Paris.

A. — Compte sociaux**Bilan au 31 décembre 2017.**

(Exprimé en milliers d'euros avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2016.)

Actif	Notes	2017	2016
Caisse, banques centrales		10 284	389
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3a	36 000	47 677
Opérations avec la clientèle	4a	16	16
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	5	382	390
Immobilisations corporelles	5	934	1 003
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	6	125	778
Comptes de régularisation	7	74	117
Total		47 815	50 370

Passif	Notes	2017	2016
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	3a	10 404	10 526
Opérations avec la clientèle	4a	167	183
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	8	36	223
Comptes de régularisation	9	192	158
Provisions	10	215	838
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	11	36 801	38 442
Capital souscrit		30 000	30 000
Primes d'émission			
Réserves		2	2
Écarts de réévaluation			
Provisions réglementées			
Et subventions d'investissement			
Report à nouveau (+ / -)		8 441	10 375
Résultat de l'exercice 2017 (+ / -)		-1 642	-1 935
Total		47 815	50 370

Hors-bilan	Notes	2017	2016
Engagements donnés :			
Engagements de financement	12		
Engagements de garantie	12		
Engagements reçus :			
Engagements de garantie			
Autres engagements			

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017.

(Exprimé en milliers d'euros avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2016.)

	Notes	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	14 a	37	25
Intérêts et charges assimilées	14 a	-80	-37
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Produits sur opérations de location simple			
Charges sur opérations de location simple			
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	14 b	1	1
Commissions (charges)	14 b	-4	-3
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Autres charges d'exploitation bancaire	15	-38	-32
Produit net bancaire		-84	-46
Charges générales d'exploitation	16	-1 490	-1 223
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			
Sur immobilisations corporelles et incorporelles		-78	-85
Résultat brut d'exploitation		-1 652	-1 354
Coût du risque	17	6	3
Résultat d'exploitation		-1 646	-1 351
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		-1 646	-1 351
Résultat exceptionnel	18	4	-584
Impôt sur les bénéfices	19		
Dotations / Reprises de FRBG et provisions règlementées			
Résultat net		-1 642	-1 935

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

III. — Annexe aux comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Note 1. — Présentation de la Succursale.

Bank Saderat Iran (Paris) (la "Succursale") est la Succursale française de Bank Saderat Iran, banque iranienne dont le siège social se situe à Téhéran en Iran.

La Succursale a pour activités la gestion des dépôts à vue et à terme de la clientèle, la distribution de crédits à une clientèle se situant essentiellement en France et le financement de crédits documentaires dans le cadre d'exportations à destination de l'Iran.

Faits marquants de l'exercice :

— Depuis le 26 juillet 2010, en application de la décision du Conseil de l'Union Européenne, élargissant les mesures restrictives à l'encontre de l'Iran, l'ensemble des fonds et des ressources économiques de la Succursale avait été gelé. Le 23 octobre 2016, les sanctions européennes ont été levées. Le nom de Bank Saderat Iran ne figure plus dans l'annexe IX du règlement (UE) 267/2012.

— A partir du 26 juillet 2010, la Succursale a été placée sous l'administration provisoire de Mr Geoffroy de Prévoisin, puis le 15 mars 2013 de Monsieur Bachelot Alain et depuis le 6 juillet 2016 de Monsieur Jean-Pierre HANNE. Le mandat de Monsieur Jean-Pierre HANNE a pris fin le 24 mars 2017.

— Pour l'exercice de l'année 2017 et pour les 4 années à venir, c'est le cabinet BDO qui assurera la fonction des contrôles relative à l'audit des comptes annuels de notre Succursale.

— Le 5 avril 2017, nous avons reçu un courrier de la Société Générale nous notifiant la fermeture de notre compte dans un délai de 3 mois. Après plusieurs échanges négatifs avec la Société Générale, nous avons déposé une demande de droit aux comptes auprès de la Banque de France. Le 23 juin 2017, la Banque de France nous informe de l'ouverture d'un compte à notre nom chez la Banque Postale. La Société Générale, par courrier du 1 août 2017, nous informe de la fermeture de notre compte le même jour. En parallèle nous avons aussi ouvert un compte TARGET2 auprès de la Banque de France. Ce compte est en service depuis le 24 juillet 2017.

— En décembre 2016, la société CBS a été choisie et le contrat signé le 21 décembre 2016. Le passage en production devrait se faire durant le 1^{er} trimestre 2018.

— En novembre 2017, la Cour administrative d'appel de Paris a statué en notre défaveur. La BSI accepte cette décision, et arrête la procédure judiciaire. En conséquence, le compte créance sur État pour 623K€ avec la provision concernée ont été régularisés.

Note 2. — Principes et méthodes comptables.

Les états financiers sont présentés conformément aux principes comptables généralement admis en France et aux recommandations de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Les comptes annuels de la Succursale sont établis et présentés selon les règles prescrites par le règlement N° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables et selon les principes d'évaluation au coût historique et dans une perspective de continuité d'exploitation.

— Comparabilité des comptes : il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables par rapport à l'exercice précédent.

Les principales méthodes comptables adoptées par la Succursale sont les suivantes :

(a) Comptabilisation des opérations en devises : Les actifs et les passifs libellés en monnaies étrangères sont convertis en Euros aux cours en vigueur à la clôture de l'exercice. Les positions en devises sont réévaluées mensuellement en appliquant le taux du marché en vigueur à la fin de chaque mois. Le résultat de change ainsi dégagé est inclus dans le compte de résultat sous la rubrique "Solde en perte/bénéfice des opérations de change". Les charges et produits libellés en monnaies étrangères sont convertis en Euros au cours en vigueur en date d'opération.

(b) Créances et dettes interbancaires sur les établissements de crédit : Les comptes à vue LORI vis-à-vis des banques iraniennes ne sont pas rémunérés.

(c) Dépréciations pour créances douteuses : La dépréciation pour créances douteuses est dotée en fonction de l'estimation du risque de non-recouvrement évalué par la Direction de la Succursale. Les provisions affectées aux risques en Euros et en devises sont déduites des rubriques appropriées de l'actif en Euros et en devises, respectivement.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou une partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté.

Lorsque toutes les voies de recours judiciaire et amiable ont été épuisées et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'une procédure d'enregistrement définitif en perte.

(d) Immobilisations : Les immobilisations sont comptabilisées au prix de revient historique déduction faite des amortissements cumulés.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire et sur les durées suivantes :

Agencements et installations	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique :	3 ans
Matériel de transport	4 ans
Immeuble	40 ans
Logiciel	1 à 5 ans, selon la durée de vie estimée

Les droits au bail ne sont pas amortis. Les frais d'acquisition de l'immeuble d'habitation sont étalés sur une durée de 5 ans.

(e) Comptabilisation des opérations de crédits documentaires : Les crédits documentaires ouverts en faveur des clients exportateurs et confirmés par la Succursale sont comptabilisés en hors bilan dans le compte "Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle". Dans le cas où la Succursale ne fait qu'authentifier l'ouverture de crédit documentaire par le Siège, aucun engagement n'est comptabilisé.

L'escompte de crédit documentaire est enregistré au bilan à hauteur du montant réglé, et au hors bilan dans le compte "Cautions, avals, autres garanties donnés aux établissements de crédit" pour le montant non réglé. Les intérêts sont calculés sur le montant réglé, et enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

Les commissions sur confirmation de crédits documentaires, payées par l'exportateur à l'acceptation des conditions soumises par la Succursale, sont enregistrées en résultat dès réception des fonds pour les commissions flat. Les commissions qui sont calculées sur des capitaux effectivement prêtés sont considérées comme des versements assimilés à des intérêts et enregistrés prorata temporis.

Les commissions sur crédits documentaires, autres que les commissions de confirmation, sont enregistrées en résultat lors du règlement final de la créance à l'exportateur. Il s'agit des commissions de notification, de modification, de paiement, de transfert, et de remboursement.

(f) Provision pour risques et charges : Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir les risques judiciaires et les engagements à l'égard des salariés.

Note 3 a. – Créances et dettes sur les établissements de crédit.

— Créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Comptes ordinaires	36 000	47 677
Prêts à terme		
Intérêts courus non échus		
Total	36 000	47 677
Dont :		
Opérations intra-groupe	1 473	1 643

— Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Comptes ordinaires	10 345	10 467
Emprunts à terme		
Intérêts courus non échus		
Autres sommes dues	59	59
Total	10 404	10 526
Dont :		
Opérations intra-groupe	8 538	8 662

— Prêts et avances aux établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Moins de 3 mois		
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total		

— Emprunts auprès des établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Moins de 3 mois		
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total		

Note 4a. – Opérations avec la clientèle.

— Créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Créances commerciales		
Comptes ordinaires débiteurs :		
Encours sains	16	16
Créances douteuses	67	69
Provisions pour créances douteuses	-67	-69
Encours total, net de provision	16	16
Autres concours à la clientèle		
Total	16	16

— Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Comptes ordinaires créditeurs	165	181
Comptes créditeurs à terme		
Comptes livrets ordinaires	2	2
Total	167	183

Note 4 b. – Ventilation des autres concours et des dettes auprès de la clientèle (en valeur nominale) selon leur durée résiduelle.

— Autres concours à la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Moins de 3 mois		
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total		

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Moins de 3 mois		
De 3 à 12 mois		
De 1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total		

Note 5 – Immobilisations.

(En milliers d'Euros)	31/12/16	Mouvements	Transferts	31/12/17
Immobilisations incorporelles :				
Brut	1 293	2		1 295
Amortissements	-903	-10		-913
Montant net	390	-8		382
Immobilisations corporelles :				
Brut	2 468	0		2 468
Amortissements	-1 465	-69		-1 534
Montant net	1 003	-69		934
Dont hors exploitation	901	-30		871
Total des immobilisations nettes	1 393	-77		1 316

Note 6. – Autres actifs.

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Moins de 3 mois	125	155
De 3 à 12 mois		623
De 1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total	125	778

Le 30 novembre 2017, la Cour administrative d'appel de Paris a statué en notre défaveur.

Nous avons donc annulé notre créance ainsi que la provision qui avait été constituée pour prévenir cette décision. En conséquence le compte de créance sur État pour 623 K€ avec sa provision ont été régularisés.

Note 7. – Comptes de régularisation – Actif.

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Charges constatées d'avance	69	117
Autres débiteurs divers	5	
Total	74	117

Note 8. – Comptes de régularisation – Passif.

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Dettes fournisseurs	6	171
Dettes fiscales et sociales	30	52
Total	36	223

Note 9. – Comptes de régularisation – passif.

(En milliers d'Euros)	31 décembre	
	2017	2016
Charges à payer :		
Frais du Siège		
Honoraires	66	49
Autres	126	109
Effets et chèques à l'encaissement		
Total	192	158

Note 10. – Provisions.

Les reprises et provisions inscrites au passif au 31/12/2017 sont les suivantes :

Rubriques	Solde d'ouverture 31/12/2016	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Solde de clôture 31/12/2017
Retenue à la source 2009	623	0		623	0
Engagements en matière de retraite	44	44		44	44
Litiges prud'hommes	171			0	171
Total des provisions	838	44		667	215

Concernant les engagements en matière de retraite, s'agissant d'un régime à prestations définies, la Succursale n'a pas d'autres obligations que le versement des indemnités au moment des départs à la retraite. Une provision de 44 K€ a été constituée pour les indemnités prévues par la convention collective des banques.

Il ne reste plus qu'un litige au tribunal d'appel provisionné à hauteur de 171 K€.

La provision de 623 K€ constituée sur la retenue à la source de 2009 a été reprise.

Note 11. – Dotation en capital et réserves.

La dotation en capital et réserves au 31/12/17 s'analyse comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Affectation du résultat en report à nouveau	31/12/2017
Capital	30 000		30 000
Réserves	2		2
Report à nouveau antérieur :			
2009	6 277		
2010	7 117		
2011	-1 987		
2012	130		
2013	188		
2014	4		
2015	-1 353		
	10 375		
Report à nouveau	10 375	-1 935	8 441
Résultat de l'exercice	-1 935		-1 642
Dotation en capital et réserves	38 442		36 801

Note 12. – Engagements hors-bilan.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		
Engagements reçus des Ets. De crédit		
Engagements de garantie		

Engagements reçus des Ets. De crédit		
Autres engagements :		
Valeurs reçues en nantissement		

Note 13. – Créances et dettes libellées en devises étrangères.

Le montant global des éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères et convertis en Euros s'analyse comme suit :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Actifs en devises :		
Créances sur les établissements de crédit	1 279	1 438
Opérations avec la clientèle		
Autres actifs et comptes de régularisation	147	179
Total Actifs en devises	1 426	1 618
Passifs en devises :		
Dettes envers les établissements de crédit	1 264	1 429
Opérations avec la clientèle	10	24
Autres passifs et comptes de régularisation	152	165
Total Passifs en devises	1 426	1 618

Note 14 a. – Composition / Ventilation des produits et charges d'intérêts.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Intérêts et produits assimilés		
Int. sur comptes ord. Débiteurs		
Int. sur comptes et prêts à terme		
Int. sur prêts personnels		
Int. sur comptes ord. Déb. Clientèle		
Gains sur opérations de change	37	25
Total Intérêts et produits assimilés	37	25

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Intérêts et charges assimilées		
Int. sur comptes livret		
Int sur comptes ordinaires créditeurs banques	-50	
Pertes sur opérations de change	-30	-37
Total Intérêts et charges assimilées	-80	-37

Note 14 b. – Composition / Ventilation des produits et charges de commissions.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Commissions (produits) :		
Commissions transfert interbancaire	1	1
Total Commissions (produits)	1	1

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Commissions (charges) :		
Commissions	-4	-3
Total Commissions (charges)	-4	-3

Note 15. – Charges d'exploitation bancaire.

Les 38 K€ représentent les quotes-parts des frais du siège.

Note 16. – Charges générales d'exploitation.

Les charges générales d'exploitation sont constituées principalement des salaires et charges liées aux salaires qui représentent 505 K€ ainsi que des autres charges liées aux services extérieurs pour un montant de 888 K€.

Note 17. – Coût du risque.

Le coût du risque représente les reprises de provision pour créances douteuses.

Note 18. – Résultat exceptionnel.

Le résultat exceptionnel s'établit à 4K€. Ce montant représente une régularisation concernant le dépôt de garantie cautions versé au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

Il est inclus une charge sur exercice antérieur de 623K€ représentant l'annulation de la créance sur l'État concernant la retenue à la source de 2009 et en parallèle un produit sur exercice antérieur à hauteur de 623 K€ représentant l'annulation de notre provision pour risques et charges concernant la retenue à la source de 2009.

Note 19. – Impôt sur le bénéfice.

Il n'y a pas d'impôt sur le bénéfice car le résultat fiscal est négatif

Note 20. – Effectif moyen.

L'effectif moyen de l'établissement au 31/12/2017 se décompose comme suit :

	2017	2016
Cadres	3	2
Non-cadres	6	7
Total	9	9

Note 21. – Honoraires CAC.

Pour l'audit des comptes annuels au 31 décembre 2017, la provision pour les honoraires s'élève à : 21 600,00 Euros.

Note 22. – Consultation du rapport de gestion.

Le rapport de gestion de l'établissement et le rapport de gestion de la maison mère sont tenus à la disposition du public à l'agence parisienne de l'établissement : 16, rue de la paix 75002 Paris.

IV. — Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Direction Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Succursale de Paris de Bank Saderat Iran relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Continuité d'exploitation

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour et dans le cadre de notre appréciation de la continuité d'exploitation, nous estimons que la note 1 des annexes donne une information appropriée sur la situation de la Succursale, qu'il s'agisse de l'évolution des sanctions à son encontre, de la levée de l'administration provisoire dont elle faisait l'objet ainsi que des impacts sur sa trésorerie. Ces éléments nous permettent de conclure que la continuité d'exploitation de la succursale n'est actuellement pas remise en cause.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans le paragraphe dédié à la continuité d'exploitation dans la note 1 de l'annexe des comptes annuels relative à la présentation de la succursale.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à la Direction Générale

S'agissant d'une Succursale, les vérifications du rapport de gestion et autres documents adressés aux actionnaires ne trouvent pas à s'appliquer.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction Générale.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre succursale.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 26 mars 2018,
Commissaire aux comptes :

BDO France - Léger & Associés
Représenté par :
Fabrice CHAFFOIS.

**B. — Bilan consolidé de l'exercice clôturant le 20 mars 2017.
(Révisé)****I. — Bilan.**

Actif	Note	20/03/2017	19/03/2016
		Million de Rials	Million de Rials
Caisse	11	64 417 939	79 783 061
Créances sur les banques et autres établissements de crédit	12	45 338 092	83 842 347
Créances sur l'État	13	149 794 605	99 605 177
Prêts et créances sur personnes publiques	14	2 465 485	6 395 463
Prêts et créances sur personnes privées	15	824 560 580	727 260 447
Investissement en actions et valeurs mobilières	16	49 275 060	48 112 382
Investissement dans les entreprises affiliées	17	15 896 098	14 089 321
Créances sur les entreprises affiliées	18	6 509 449	5 665 435
Comptes et valeurs à recevoir	19	82 522 358	78 800 184
Immobilisations corporelles	20	79 903 832	73 647 245
Immobilisations incorporelles	21	3 248 022	3 243 173
Réserve légale	22	106 753 491	103 141 950
Autres actifs	23	53 859 050	38 796 553
Total de l'Actif		1 484 544 061	1 362 382 738
Obligations clients pour les crédits documentaires	55-1	59 194 471	61 219 638
Obligations clients pour les lettres de garantie	55-2	98 274 254	86 689 148
Autres Obligations clients	55-3	12 340 907	6 651 728
Fonds gérés et cas similaires	55-4	16 181 639	15 722 574
Compte d'obligations de la caisse de développement national pour le paiement des devises		57 255 689	

Passif	Note	20/03/2017	19/03/2016
		Million de Rials	Million de Rials
Passif et capitaux propres			
Dettes envers les banques et autres établissements de crédit	24	218 146 304	165 319 957
Comptes d'épargne clients	25	292 229 151	284 718 129
Intérêt sur les dividendes	26	295 144	128 095
Réserve pour l'impôt	27	190 727	401 772
Autres provisions et dettes	28	41 244 378	34 455 405
Provisions pour les primes de fin de carrière et pour la retraite des employés	29	15 289 195	14 679 333
Total		567 394 899	499 702 691
Capitaux propres	30	847 982 504	783 477 213
Total du passif		1 415 377 403	1 283 179 904

Capitaux propres	Note	20/03/2017	19/03/2016
		Million de Rials	Million de Rials
Capital	31	57 800 000	57 800 000
Parts de la maison mère dans ses filiales	31-2	-1 361 254	-1 074 706
Réserve légale	32	6 616 643	6 567 727
Autres réserves	33	316 771	316 771
Effet de fluctuations légales sur le taux de change et opérations internationales	34	23 778 857	22 272 787
Bénéfices non répartis		-19 147 966	-7 657 848
Total des capitaux propres		68 003 051	78 224 731
Intérêt minoritaire	35	1 163 607	978 103
Total du passif et des capitaux propres		1 484 544 061	1 362 382 738
Obligations Banque pour les crédits documentaires	55-1	59 194 471	61 219 638
Obligations Banque pour les lettres de garantie	55-2	98 274 254	86 689 148
Autres Obligations d la Banque	55-3	12 340 907	6 651 728
Fonds gérés et cas similaires	55-4	16 181 639	15 722 574
Compte d'obligations de la Banque pour le montant perçu de la caisse de développement national pour le paiement des devises		57 255 689	

II. — Compte de résultat consolidé de l'exercice clôturant le 20 mars 2017.
(Révisé)

	Note	2016-2017	2015-2016
		Million de Rials	Million de Rials
Détails :			
Produits d'intérêt des facilités accordées et des placements	36	168 564 091	123 041 633
Charges d'intérêt des comptes épargne	41	-143 416 864	-131 099 541
Produit net sur les facilités accordées et des placements		25 147 227	-8 057 908
Produits sur les frais et commissions	42	8 194 569	7 890 818
Charges sur les frais et commissions	43	-3 968 338	-3 638 736
Produit net sur les frais et commissions		4 226 231	4 252 082
Produit net sur les investissements	37	2 885 625	4 019 642
Produit net sur les transactions en devises	44	3 981 798	1 076 709
Autres produits d'exploitation	45	10 206 095	31 509 063
Total des produits d'exploitation		17 073 518	36 605 414
Autres produits	46	10 273 880	10 704 082
Charges administratives et générales	47	-43 204 078	-37 192 469
Charge de diminution de la valeur de créances	48	-13 737 667	-9 302 568
Charges financières	49	-5 842 488	-3 883 266
Dotations aux amortissements	50	-1 679 536	-1 233 128
Autres charges	51	-2 508 403	-5 219 407
Perte avant impôt sur le revenu		-10 251 316	-13 327 168
Impôt sur le revenu		-517 898	-1 131 739
Perte nette		-10 769 214	-14 458 907
Action minoritaire		-2 690	85 341
Perte / action -Rials	57	-191	-255

Les notes explicatives annexes font partie intégrante de ces états financiers.

III. — Compte de résultat consolidé simplifié de l'exercice clôturant le 20 mars 2017.

	Note	Exercice clôturant le 20 mars 2017	Exercice clôturant le 19 mars 2016
		Million de Rials	Million de Rials
Perte net		-10 769 214	-14 458 907
Effet sur les fluctuations de taux de change et opérations internationales	34	1 506 070	-4 556 486
Perte globale de l'exercice		-9 263 144	-19 015 393
Ajustement de l'exercice précédent	52	-1 510 276	-7 278 214
Perte globale reconnu du rapport de l'année précédente		-10 773 420	-26 293 607
Part minoritaire du résultat (perte) global de l'exercice		-51 488	30 640
Perte globale attribuable aux actionnaires de la maison mère		-10 721 932	-26 324 247

Les notes explicatives annexes font partie intégrante de ces états financiers.